



Violations et disparitions, la répression cachée au Chili

Chiffres officiels, plaintes dans les médias alternatifs et avertissement de la CIDH. Après les manifestations de dimanche, 2 138 personnes ont été arrêtées, dont 243 enfants et adolescents et 407 femmes. Neuf d'entre eux ont été déshabillés lors de procédures policières.

Par [Adriana Meyer](#)

Mondialisation.ca, 27 octobre 2019

[Página 12](#) 24 octobre 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Droits humains et État policier](#)

Il y a eu tout d'abord les coups, les humiliations et les menaces, mais au cours des dernières heures, les tortures et les viols de femmes au Chili sont devenus une réalité. L'état d'exception mis en place par le gouvernement de Sebastián Piñera a entraîné les pratiques de la dictature, y compris en ce qui concerne les disparitions. Beaucoup de femmes arrêtées jusqu'à présent ont disparu. En outre, les personnes emprisonnées à Santiago du Chili ont été déshabillées devant le personnel masculin, avec attouchement de leurs parties génitales et « ont mis la pointe du fusil dans leur vagin tout en menaçant de les violer et de les tuer », comme l'indiquent les témoignages recueillis par des d'autres personnes arrêtées

La Commission des droits de l'homme de l'OEA (CIDH) s'est déclarée préoccupée par les plaintes déposées auprès de l'Institut National des Droits de l'Homme (INDH) au sujet de violences sexuelles, de déshabillage forcé et de tortures dans le contexte de l'arrestation de manifestants. « Le Chili doit enquêter sur ces faits et les punir avec diligence, ainsi que les actions de la police et de l'armée conduisant à un recours disproportionné à la force contre des civils. L'usage de la force doit être régi par les principes de légalité, de nécessité et de proportionnalité », a déclaré la CIDH.

Selon les chiffres de l'Institut National des Droits de l'Homme (INDH) après les manifestations, dimanche, 2 138 personnes ont été arrêtées, dont 243 enfants et adolescents et 407 femmes. Neuf d'entre elles ont été déshabillées lors de procédures policières, lors des événements survenus dans les municipalités de Santiago, Maipú, Iquique, Antofagasta, Coquimbo, Valparaíso, Talca, Concepción, Valdivia, Temuco, Puerto Montt et Punta Arenas. La majorité d'entre elles ont accusé le recours excessif à la force au moment de la détention, ainsi que des arrestations d'enfants, des mauvais traitements, des coups au visage et aux cuisses, des actes de torture et des agressions sexuelles, parmi d'autres actes violents.

Silvana del Valle, avocate du Réseau chilien contre la violence à l'égard des femmes, a expliqué à El Desconcierto que « les violences sexuelles à caractère politique ont été un continuum dans notre pays et dans toute la région au cours des dernières décennies, étant donné que l'appareil de police a été formé pour être des dispositifs patriarcaux. Cela résonne pendant la dictature au Chili et dans la période post-dictatoriale comme

caractéristique très marquée de la police ».

En même temps, un groupe transversal d'universitaires de différents courants politiques ont demandé aux autorités de mettre fin au couvre-feu et à l'état d'urgence face aux blessures et aux décès causés par des hommes en uniforme, tout en demandant aux avocats de garantir le respect des droits des citoyens. Selon La Tercera, 206 universitaires et doyens des principales facultés de droit du pays ont signé une lettre intitulée « Face à la grave crise politique et sociale au Chili et aux violations des Droits de l'Homme qui se sont produites ». Le titre de la lettre dit : « En tant que professeurs de droit de diverses facultés du pays et de divers courants politiques, nous ne pouvons pas garder le silence sur la situation actuelle dans notre pays ». Ils affirment ensuite qu'ils « condamnent les graves violations des Droits de l'Homme constatées dans plusieurs régions du pays ». Nous avons entendu parler d'événements très graves qui, au fil des jours, montrent des modèles communs ».

Ils appellent également les avocats et avocates de tout le pays à informer les citoyens de leurs droits et des moyens de les exercer, et à représenter et défendre gratuitement en temps voulu ceux qui voient leurs droits violés. « Nous soulignons que nous nous sommes déjà engagés à faire en sorte qu'aucun acte constitutif d'une violation des Droits de l'Homme ne reste impuni », ont-ils conclu.

Infiltrés aux ordres

Les excès produits par des Carabiniers infiltrés incluent également la mise à feu et le pillage de supermarchés. Plusieurs témoignages de rassemblements de Carabiniers ont été diffusés de façon virale images à l'appui, comme dans une vidéo dans laquelle on voit des policiers descendre d'une voiture civile pour allumer un feu dans une succursale du Banco de Crédito e Inversiones (BCI).

« Comme pendant la dictature, il y a des mères désespérées qui cherchent leurs fils et leurs filles devant les tribunaux. Il y a plusieurs mineurs », a déclaré Patricia, une psychologue interviewée par Ancap. Patricia dit que le Chili de Piñera kidnappe des personnes, qu'elles sont transportées par camions et que nombre de leurs proches ne savent pas où elles se trouvent. Des images d'incendies circulent déjà où l'on peut voir des cadavres, que le cercle médiatique veut faire passer pour des pilleurs, « nous avons vu des vidéos montrant comment ils jettent les corps. Nous croyons tous que ce sont les victimes qu'ils jettent au feu pour effacer toute trace ».

L'Institut National des Droits de l'Homme du Chili a tenté hier de pénétrer à la Poste Centrale de Santiago, l'un des plus grands centres de référence en matière de santé/service public, et a découvert que la porte était verrouillée par des chaînes empêchant son entrée. « On ne sait pas ce qui se passe mais le système de santé commence à s'arrêter. Les ports s'arrêtent également. Nous sommes comme en guerre », ajoute Patricia dans un sens opposé à la phrase du président chilien. L'équipe de l'Agencia de Noticias de Comunicación Alternativa (Ancap) qui a vécu la dictature de Pinochet a peur de sortir, mais ses enfants et petits-enfants le font pour eux. « Dans la commune de San Bernardo, située au sud de Santiago, ils sont entrés dans des écoles et ont kidnappé des filles et des adolescents. Dans les centres de santé, ont été constatés des blessures à la suite de viols sur nombre d'entre elles », a déclaré ce média.

À la première personne

Samedi dernier, Pamela Maldonado, 31 ans, était avec son père et quelques voisins au milieu du caceroleo, à quelques mètres de son appartement dans la commune de Santiago. Soudain, une foule de forces spéciales a encerclé son père. Ils étaient plus de dix, ils l'entourèrent en cercle et commencèrent à le frapper, décrit *El Desconcierto.cl*.

« Je leur ai demandé de bien vouloir arrêter, car mon père est diabétique ; Il a soixante ans et ils pourraient le tuer, mais ils m'ont poussé avec leurs boucliers et je ne pouvais pas l'atteindre », se souvient-elle. Pamela, entre coups de coudes, a été fouettée contre un mur, alors qu'elle ne pouvait pas voir ce qui se passait dans la voiture de police. Elle leur a crié en demandant où ils emmenaient son père et ils ont répondu au troisième commissariat de police de Santiago. Elle se rappelle qu'un carabinier surnommé Gallardo - que l'on peut voir dans l'une des vidéos qu'elle a enregistrées - a enfoncé son poing dans son dos et l'a également poussé dans le fourgon.

À l'intérieur, elle a vu à quel point son père avait le nez ensanglanté. Il pouvait à peine respirer. Pamela était sous le choc. Elle pouvait également voir d'autres détenus battus dans de très mauvaises conditions. Un deuxième policier a mis des menottes à son père et les a serrées très fort intentionnellement. Sur le chemin du commissariat, un carabinier a commencé à provoquer les détenus en criant contre les Mapuches, et « qu'il haïssait les communistes » et il a même menacé Pamela de l'agresser sexuellement.

Voyons si tu l'aimes dans le cul ! -Il lui a dit pour lui faire peur.

À ce stade, elle ne pouvait pas croire ce qui se passait, elle a juste pris son père entre ses bras pour qu'ils ne le frappent plus.

Ensuite, ils ont fait monter un type ensanglanté qui criait pour une douleur aux reins, dans la constatation de ses blessures, nous avons appris qu'il était séropositif. À un moment donné, j'ai demandé qu'on me laisse nettoyer le visage de mon père avec une bouteille d'eau, mais ils l'ont noyé avec un mélange d'eau et de sang. C'était une torture - se souvient-elle nerveusement. Après être passés par le bureau de vérification des blessures, ils ont été conduits au troisième commissariat de police de Santiago.

Une fois dans la cellule, il a vu comment la police avait amené un photographe, qu'ils avaient déjà blessé, mais ils l'ont battu à nouveau et ils ont arrêté grâce à l'intervention d'un avocat de l'INDH. Ils les ont enfermés dans des cellules de fortune, leur ont refusé des couvertures, ils sont eu très froids et ont dû subir eux-mêmes les taquineries de la police lorsqu'ils ont dénoncé des toilettes inondées et remplies de matières fécales. À 12h30, ils ont été libérés. Avec les petits vêtements qu'ils leurs avaient laissés, ils ont marché ainsi de la rue San Martín jusqu'à leur domicile. C'est pas croyable, et ce qui va suivre sera une plainte. Nous ne pouvons pas permettre que cela continue, ce qu'ils nous ont fait est totalement illégal - dit Pamela pour conclure l'interview avec ce média chilien.

Adriana Meyer

Photo en vedette : EFE

Article original en espagnol : [Violaciones y desapariciones, la represión oculta en](#)

[Chile](#), Página 12, le 24 octobre 2019.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiassi



Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité – Pas d'Utilisation Commerciale – Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une œuvre de www.elcorreo.eu.org.

La source originale de cet article est [Página 12](#)

Copyright © [Adriana Meyer](#), [Página 12](#), 2019

Articles Par : [Adriana Meyer](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca